

Pour un antifascisme antivalidiste¹

Le MIRA (Mouvement Indépendant de Riposte Antifasciste) &
La SAMBA (Section Antifasciste Montreuil Bagnolet et Alentours)



Nous réaffirmons le besoin de porter un antifascisme antivalidiste, et de lutter contre toutes les formes de validisme et d'eugénisme ; qu'il vienne des fascistes et fascistes, de la gauche institutionnelle, ou de nos propres camarades.

¹ Article publié sur Paris Luttés Info le 8 mai 2024 : <https://paris-luttés.info/pour-un-antifascisme-antivalidiste-18188?lang=fr>

Dans un contexte politique de fascisation généralisée et d'intensification des violences de l'État, nous souhaitons réaffirmer le besoin de porter un antifascisme antivalidiste, c'est-à-dire un antifascisme qui lutte pour les vies des personnes handicapées, qu'il s'agisse d'handicap physique, sensoriel, ou de personnes psychiatriquées.

Entre deux offensives racistes, le gouvernement s'illustre par son validisme et son eugénisme meurtriers. En effet, parmi les principaux projets de loi à venir, on trouve l'obligation de fournir 15h de travail hebdomadaires pour toucher le RSA, des économies sur les Affections Longue Durée (ALD) et surtout la légalisation de l'euthanasie.

Ces dynamiques gouvernementales s'inscrivent dans une structure capitaliste fondamentalement validiste et eugéniste. Le capitalisme attribue des valeurs à nos corps en fonction de leur capacité à produire et ne se soucie pas de la santé des personnes - seulement de cette capacité productive. Plus encore, il objectifie et enferme les corps qui ne rentrent pas dans sa norme productiviste et saniste. En cela, il est important de comprendre que la psychiatrie n'est pas un système de soin, mais une institution de contrôle qui, en plus d'être basée sur un ramassis de pseudosciences, est intrinsèquement oppressive. On n'y soigne pas, on y traite les dysfonctions, c'est-à-dire les incapacités à se conformer aux normes. Selon la logique capitaliste, il convient de mettre nos corps au travail, ou bien, lorsque ce n'est pas possible, au mieux de les tenir à l'écart, au pire de les supprimer : on parle ainsi d'eugénisme.

L'eugénisme a été un élément essentiel des fascismes du 20^e siècle, avec notamment l'Aktion T4 : en 1940, dans la continuité d'une campagne de stérilisation forcée des personnes handicapées, le pouvoir médical de l'Allemagne nazie organise une vague d'« euthanasie forcée » prétendant mettre fin aux souffrances des personnes qualifiées d'« incurables », mettant ainsi en place le meurtre de masse des personnes handicapées. Parmi les figures importantes de l'Aktion T4, un certain Hans Asperger s'est illustré pour sa catégorisation arbitraire des personnes autistes, entre celles qui ne méritaient que la mort et celles qui pouvaient survivre, lorsqu'elles ne devenaient pas des cobayes de laboratoire. Son nom a perduré dans les diagnostics psychiatriques d'autisme jusqu'en 2013, et il est encore massivement utilisé par le personnel psychiatrique.

De la même manière, l'eugénisme est central dans le processus de fascisation en cours. Alors que des femmes handicapées continuent d'être stérilisées contre leur volonté en France, un discours nataliste s'installe afin de produire un « réarmement démographique ». Ces discours d'incitation aux naissances ne visent évidemment pas tout le monde : ils ciblent un archétype blanc, cis, et valide, compatible avec la « nation organique » fantasmée par les fascistes et les fascistes. Dans le même temps, le projet de loi sur « l'aide à mourir » acte une étape supérieure dans le meurtre de masse des personnes handicapées sous couvert d'abrégier leurs souffrances. Dans une société où la mort de

personnes handicapées est une libération², leur offrir la possibilité de mourir semble plus souhaitable et plus profitable que de leur garantir des conditions de vie dignes et décentes. Dans cette dynamique de fascisation, il n'est malheureusement pas surprenant de voir ce projet de loi être accueilli à bras ouverts par la gauche institutionnelle qui n'a eu de cesse de briller par son validisme et son eugénisme, et en particulier par son incurie face à la pandémie de Covid qui dure depuis maintenant plus de quatre ans. Elle a également contribué à brouiller les lignes en militant, comme les libéraux, les réactionnaires et les fascistes, pour la réintégration des soignants antivax dans l'hôpital public, alors même que le Covid tue et handicape massivement la population. Il tue les personnes déjà handicapées avant son arrivée, ou qui le sont devenues après l'avoir contracté une, deux ou peut-être trois fois. Il handicape les autres, causant insuffisances cardiaques, AVC, diabètes, affaiblissements immunitaires, épuisement chronique généralisé (encéphalomyélite myalgique), ...

On s'est, au fil des mois, habitué·es aux chiffres d'une hécatombe, se rassurant en prétendant que ça ne tuait que les autres, les « personnes fragiles », et ainsi on a justifié de « vivre avec le virus ». En d'autres termes : de laisser mourir les personnes les plus vulnérables (personnes âgées, handicapées, mais aussi personnes racisées et/ou trans). Pour le reste, iels peuvent poursuivre leur activité productive jusqu'à ce que le

2 citation d'Elisa Rojas ici : <https://www.politis.fr/articles/2024/03/elisa-rojas-notre-mort-est-toujours-consideree-comme-liberatrice-par-cette-societe>

collectif et auto-géré, et si l'antivalidisme y est souvent relégué à la marge, ce n'est pas une fatalité. C'est affaire de choix politiques.

Par ce texte, nous réaffirmons que nous luttons contre toutes les oppressions et, à ce titre, nous luttons pour détruire toutes les institutions, des prisons aux ESAT, des hopitaux psychiatriques aux CRAs. Le système carcéro-industriel doit disparaître, et son alter ego médico-industriel avec lui. Oublier l'eugénisme, le validisme et le sanisme dans nos luttes, c'est déjà céder du terrain au fascisme, c'est déjà reconduire ses logiques. Être antifasciste, c'est être antivalidiste, et être antivalidiste, c'est être antifasciste.

La révolution sera antivalidiste ou ne sera pas.

A propos des Editions Also :

On diffuse des brochures qu'on trouve pertinentes. Si tu as envie de nous faire des retours, si tu veux échanger avec nous ou que tu cherches une brochure, contacte nous par mail :

editionsalso-contact@riseup.net

Pour retrouver toutes nos brochures, tu peux aller voir sur notre blog :

<https://editionsalso.noblogs.org/>

Ou sur Twitter (X) :

@EditionsALSO

pratiques de RDR liées aux VIH lorsqu'au Brésil, les TDS (Travailleur·euses Du Sexe) ont organisé l'autodéfense sanitaire communautaire⁶. Par ailleurs, les milieux militants états-uniens semblent prendre beaucoup plus au sérieux le port généralisé du masque FFP2, potentiellement une conséquence d'une plus grande habitude à pallier les négligences de l'État.

Au-delà de la question du Covid, le soin collectif en manifestation sous la forme de street médicaux est désormais largement normalisé, et si nous sommes capables de le mettre en place dans ces situations de crise aiguë, nous devrions être capables d'auto-gérer le soin dans la durée. Il nous faudra par contre collectivement cesser de ne glorifier le soin que lorsqu'il prend des formes rappelant la médecine de guerre. Pour ce faire, il nous faudra visibiliser et valoriser le soin sous ses formes moins spectaculaires, mais aussi cesser de le reléguer aux seules personnes minorisées par le genre.

Plus largement, combien de squats ont servi de refuges et de lieu de repos et de soin à des personnes psychiatisées ? Combien de pratiques collectives issues de l'antirep sauraient être adaptées et élargies aux hospitalisations sous contrainte ? Combien de pratiques de soutien aux personnes enfermées en CRA (Centre de Rétention Administrative) ou en taule pourraient être étendues aux personnes en HP (Hôpital Psychiatrique) ou en ESAT ? Nos luttes ont une histoire riche de soin

6 citation d'Ahona ici :

<https://briarpatchmagazine.com/articles/view/what-is-disability-justice>

handicap les en empêche, les prive de leur valeur aux yeux du capitalisme et les conduit à l'exclusion sociale et à la précarité. Alors, bientôt, on leur proposera de choisir la mort par euthanasie plutôt que de vivre une vie sans valeur car improductive.

Viennent s'ajouter à cela la volonté de faire des économies sur les ALD (Affections Longue Durée, qui permettent de ne jamais avoir à avancer les frais médicaux remboursés par la Sécurité Sociale), ainsi que de conditionner l'obtention du RSA à 15 heures de travail hebdomadaires. Si jamais le message n'était pas assez clair, Pôle Emploi a été rebaptisé « France, travaille ! ». Toutes ces mesures servent ainsi à compléter l'arsenal législatif eugéniste d'un pouvoir qui fait la chasse à toutes les personnes qui ne sont pas parfaitement intégrées à l'appareil productif afin de les mettre au travail. Encore une fois, si elles sont dans l'incapacité de se conformer aux besoins capitalistes, elles se voient offrir la possibilité de mettre fin à leurs jours avec l'assistance de l'État, qui s'estimera ainsi libéré de ce poids. Et pendant que cet arsenal législatif prend forme, on décerne la légion d'honneur à Samuel Le Bihan, apologiste de l'infanticide des enfants handicapé·es.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'on voit glorifiées des violences infligées aux enfants. L'adultisme, c'est à dire la domination spécifique des enfants par les adultes, est un puissant vecteur de validisme (mais aussi de queerphobies), et son renforcement est à mettre en lien avec le processus de fascisation en cours. La cellule familiale traditionnelle est, aux côtés de l'école, une structure permettant de renforcer le contrôle

des personnes désignées comme enfants, de les priver de leur droit à l'autodétermination et à l'autonomie corporelle, de les reléguer au rang d'objets politiques, jamais de sujets. De la même manière, les personnes handicapées sont systématiquement infantilisées, exclues de la classe des adultes et rendues dépendantes du pouvoir médical, à la merci de ses décisions et de ses maltraitances.

Les enfants représentent toujours une cible de choix pour les mouvements fascistes et réactionnaires, puisque leur émancipation est un impensé complet de la plupart des luttes. On ne sait que trop comment les organisations de parents d'enfants handi-es luttent, pour la plupart, non pas pour les revendications des premier-es concerné-es mais pour s'accaparer cette lutte afin de réclamer une meilleure capacité de contrôle.

De plus, l'absence de considération pour l'autodétermination des enfants permet bien souvent de poser la première pierre d'une contre-offensive réactionnaire dans l'indifférence générale. Se dresse ici un lien avec les luttes des personnes trans : leur psychiatisation et leur soumission au pouvoir médical commence systématiquement par des paniques morales sur la transition des enfants. Cela a été le cas récemment aux USA avec la brutale vague de lois transphobes, et cela commence ici en France, avec le groupe de travail sénatorial sur les « mineur-es transidentifié-es » (un terme issu de l'extrême-droite transphobe américaine) qui cherche à interdire, entre autres, les soins de transition aux mineur-es. Les mots de Jacqueline Eustache-Brinio, sénatrice LR à la

démontré nos capacités à auto-organiser les pratiques de soin et de solidarité face à un État à la défaillance criminelle, qui n'a su répondre à un problème sanitaire que par des mesures policières. On a vu les BSP réussir, pour un temps, à organiser la distribution, voire la confection, de masques, et à organiser des récoltes alimentaires pour venir en aide à ceux qui ont été le plus durement touché-es par la précarité. On voit des initiatives prometteuses se mettre en place, telles que les différents Mask Block, qui viennent maintenant organiser des distribution de FFP2 (largement plus efficaces contre les pathogènes aéroportés), ou l'ARRA (Association pour la Réduction des Risques Aéroportés) qui, en addition aux masques, fournit des purificateurs d'airs à des événements militants, ainsi que les instructions pour en fabriquer soi-même à un coût très abordable.

Ces dynamiques tentent de donner les moyens à nos luttes d'auto-gérer les pratiques sanitaires et, s'il est dur d'avoir une vision précise de la situation, les retours d'expérience militante semblent indiquer que les groupes et organisations qui s'en saisissent sont politiquement situé-es. Il semble par exemple y avoir une sur-représentation queer parmi les collectifs qui font appel à l'ARRA, ce qui peut s'expliquer, d'une part, par la moindre influence du virilisme en leur sein, mais aussi par l'importante histoire de pratiques de RDR (Réduction Des Risques) au sein des milieux LGBTQIA+, héritées du début de la pandémie de VIH et de l'abandon criminel et délibéré des pouvoirs publics sur le sujet dans de nombreux pays euro-occidentaux. On a vu un exemple flagrant de la continuité des

Plus généralement, peu de collectifs antifascistes, quelle que soit leur forme, font de l'antivalidisme un sujet de lutte. Au contraire, les luttes antifascistes sont rarement accessibles et glorifient parfois un capital physique à même de produire de la violence. Par ailleurs, les rhétoriques psychophobes vont bon train : nos ennemi-es politiques sont fréquemment disqualifié-es par des rhétoriques de psychologisation et psychiatrisation - c'est parce qu'ils seraient taré-es, « fous/folles » ou bêtes qu'ils seraient politiquement dangereux. Non, il faut absolument rappeler que c'est bien leur projet politique qui est mortel, et affirmer le contraire par des procédés fallacieux ne fait que renforcer et banaliser les violences qui touchent des personnes très discriminées et stigmatisées. Il semble d'ailleurs pertinent de mobiliser ici le concept de la « Disability Justice » afin de rappeler que le handicap se croise avec d'autres oppressions systémiques, à commencer par le racisme (les victimes de violences policières en particulier sont souvent des personnes racisées psychiatrisées) mais aussi le sexisme, puisque les femmes handicapées sont davantage victimes de violences sexuelles que les femmes valides. Lorsqu'une catégorie de personnes est laissée sur le côté, ce sont toujours les plus marginalisées d'entre elles qui en souffriront le plus.

Pour autant, malgré la situation extrêmement critique, nos perspectives de luttes ne partent pas de zéro. Il existe déjà des pratiques que nous pouvons mobiliser, adapter, ou étendre. La pandémie de covid, par exemple, aussi destructrice qu'elle ait été et continue d'être, a aussi

tête de ce groupe de travail, résumant froidement ce projet politique qui dépasse les simples questions de transitude : « L'auto-détermination des enfants, c'est non. »

Par ailleurs, les politiques natalistes évoquées plus haut vont de pair avec ce renforcement de l'adultisme, et sont historiquement complémentaires des politiques militaristes. Ainsi, le terme de « réarmement démographique » n'est pas anodin au moment où le service militaire fait son retour par la petite porte, sous la forme d'un SNU venu mettre au pas (littéralement) toute une classe d'âge. On se souvient des cas de VSS (Violences Sexistes et Sexuelles) déjà rapportés lors des premières expérimentations du SNU, pratique de domination utilisée de longue date par l'armée, mais aussi des malaises d'adolescent·es, resté·es debout en plein soleil pour assister à la « levée des couleurs ». Alors, on ne peut que redouter la démultiplication de ces violences sur les personnes handi-es qui passeront par ce SNU. Un SNU qui met en avant une pratique du sport aux relents hygiénistes et qui vient prolonger l'obligation de se conformer aux normes sociales rigides de l'école, privant de répit les fols (et les personnes queer). Pour compléter le tableau, et en continuité avec les politiques de répression coloniale visant tour à tour le port du voile et de l'abaya, la ritournelle de l'uniforme à l'école revient sur le devant de la scène.

Pour discerner la dimension systémique du validisme, il faut rappeler que, pendant que des militant·es anti-validistes se battent pour leurs vies, des syndicats dont Force Ouvrière étalent leur eugénisme crasse en

manifestant pour le maintien de la ségrégation des élèves handicapé·es à l'école³.

Quand bien même cela signerait le début des violences institutionnelles pour elleux - si tant est que le système médical ne leur en aie pas déjà infligées. Il semble toujours préférable de les tenir à l'écart, de ne pas les voir, ne pas les entendre, ne pas les toucher.

De son côté, l'Union Fédérale d'Action Sociale de la CGT s'inquiète de ce que les personnes travaillant en ESAT puissent obtenir le statut de salarié·e⁴s [3]. Les ESAT (Établissements et Services d'Aide par le Travail) sont des structures aux mains d'avidés associations gestionnaires pour qui les personnes handicapées sont du capital humain. Le travail en ESAT n'est pas régi par le Code du Travail mais par le Code de l'Action Sociale et des Familles. Les personnes qui y travaillent en sont « usager·es » et non des travailleur·euses. La rémunération mensuelle contre 35h de travail y est inférieure au seuil de pauvreté, et les ouvrier·es d'ESAT ne cotisent ni pour la retraite, ni pour le chômage. Jusqu'à peu, le droit de grève y était inexistant. Les ESAT sont la suite logique de l'institutionnalisation dès l'âge de la scolarisation et s'inscrivent dans la continuité d'une volonté de maintenir les personnes handicapé·es dans la précarité et en marge de la société.

3 <https://rapportsdeforce.fr/ici-et-maintenant/ecole-inclusive-force-ouvriere-sous-le-feu-des-critiques-avec-sa-manifestation-du-25-janvier-012420223>

4 <https://www.contretemps.eu/travailleurs-handicapes-cgt-egalite-droit-esat/>

Mais au-delà de la gauche institutionnelle et des syndicats, l'antivalidisme est un angle mort de la majorité des luttes antifascistes en France. Bien que les Brigades de Solidarité Populaire au début de la pandémie de Covid aient permis à l'autodéfense sanitaire d'exister dans les milieux autonomes, ce n'est plus le cas aujourd'hui : le déni pandémique y est généralisé, contribuant à une circulation massive du virus au sein de populations multimarginalisées et excluant les personnes qui se savent à haut niveau de risques, ainsi que plus généralement celles qui continuent à se protéger et à militer pour l'autodéfense sanitaire. Virilisme et masculinisme s'entremêlent : les positions qui incitent à ne pas organiser le soin et la prévention collectives sont d'ailleurs profondément liées au masculinisme qui gangrène les milieux autonomes. Se protéger, c'est se montrer faible, et le care est relégué aux personnes sexisées, et souvent porté par les plus marginalisées d'entre elles (racisées, trans, et/ou handicapées).

La valorisation capitaliste et eugéniste des individus par leur capacité à produire se retrouve également à l'extrême-gauche, notamment par le rapport à l'action directe et la capacité à effectuer des actions militantes ou à produire du contenu militant. Bien que ces actions et contenus soient nécessaires, l'anti-validisme nécessite aussi de s'opposer à cette valorisation capitaliste, et laisser la place à nos camarades et ami·es de se reposer, d'aller à leur rythme, d'être en colère, d'être tristes, d'être malades, d'être déprimé·es.⁵

5 citation d'Ahona ici : <https://briarpatchmagazine.com/articles/view/what-is-disability-justice>